

financer un marché, et que vous empruntiez cet argent de la banque.»

L'hon. M. Martin: S'agit-il de M. Krug de Windsor?

M. Leboe: Je cite en ce moment le *Journal* de la rue Bay.

L'hon. M. Martin: Mais il s'agit bien de M. Krug de Windsor?

M. Leboe: Oui, il cite une observation de M. Krug. L'article poursuit en ces termes:

«En négociant cet emprunt, vous donnez à votre banque un billet portant intérêt, de \$10,000, et puis la banque crédite votre compte de \$10,000. Par la suite, à mesure que vous tirez des chèques sur votre compte, ces chèques seront déposés dans les comptes d'autres personnes.

«On comprend donc facilement que cet emprunt de \$10,000 a pour résultat d'augmenter les dépôts bancaires (ou la masse monétaire) de \$10,000. Il convient d'observer également que, lorsque la masse monétaire augmente de \$10,000, une dette de \$10,000 portant intérêt a également été créée... En réalité, quiconque emprunte d'une banque devient son propre créateur d'argent, et est ainsi capable d'émettre de l'argent du fait d'avoir un crédit à la banque.»

M. Laing: Monsieur le président, l'honorable député me permettrait-il de lui poser une question?

M. Leboe: Certainement.

M. Laing: L'honorable député pourrait-il rattacher ces principes en sucre d'orge à ce que le premier ministre Bennett de la Colombie-Britannique a fait l'an dernier lorsqu'il a vendu pour 20 millions d'obligations fédérales et provinciales, sur le programme de pensions, pour les remplacer par 20 millions de dollars de ses propres billets à vue?

M. Leboe: Je regrette, monsieur le président, mais je ne puis répondre à la question de l'honorable député à propos de ce que quelqu'un aurait pu faire ailleurs, en s'en tenant à l'orthodoxie des moyens actuels de financement. Ce dont je parle en ce moment, c'est d'une nouvelle façon de penser, à savoir le financement de la consommation au lieu du financement de la production, grâce à la Banque du Canada, créant ainsi un marché intérieur pour nos produits et un meilleur niveau de vie pour notre population.

M. le président: A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est expiré.

L'hon. M. Chevrier: Monsieur le président, j'ai écouté attentivement la déclaration qu'a faite le ministre des Finances lorsqu'il a présenté le sujet du présent débat, et je l'ai relue plus d'une fois. Je crois pouvoir dire sans hésiter que le comportement et l'initiative, ainsi que les réalisations, du gouvernement actuel, sont tout bonnement fantastiques. Nous nous souvenons tous que, pendant la

campagne électorale de 1958, le premier ministre s'est vanté à travers le pays des réductions fiscales qui avaient été apportées à l'automne de 1957. Mais après les élections, c'est-à-dire en 1959, une fois les votes obtenus, les impôts ont été augmentés de plus de 350 millions de dollars.

En 1962, le gouvernement s'y prend de la même façon pour tromper de nouveau les électeurs. En février, le gouvernement a annoncé une augmentation sensible des dépenses pour 1962-1963 et, dans les semaines qui ont suivi, une liste impressionnante de projets qui n'avaient pas été compris dans les crédits principaux. Ceux d'entre nous qui siègent de ce côté-ci de la Chambre se souviennent trop bien de quelle façon, avant les élections, tous les ministres se sont levés à tour de rôle à la Chambre des communes pour annoncer des projets qui devaient être exécutés d'un bout à l'autre du pays. Or, où en sommes-nous aujourd'hui? La plupart de ces projets ont été abandonnés, bien qu'on les ait utilisés au profit du gouvernement conservateur, pour obtenir des votes durant la dernière campagne électorale. De plus, maintenant que les élections sont finies, même le budget principal des dépenses, déposé à la Chambre en février dernier, est amputé d'environ 200 millions de dollars.

Mais ce n'est pas tout. Avant les élections, à en croire le premier ministre, l'économie nationale n'avait jamais été meilleure, elle prenait un essor prodigieux. Mais, sitôt les élections finies, les choses ont changé. Nous avons eu la crise du dollar et les surtaxes aux importations, qui représentent non seulement un élément important dans le renchérissement du coût de la vie—la ménagère s'en rend compte tous les jours—mais aussi une augmentation d'impôts que le Parlement n'a pas approuvée, sans parler des mesures d'austérité qui auraient dû lui être soumises et dont nous ne savons à peu près rien. Avant les élections, on parlait d'argent facile et de taux d'intérêt modiques. Or, maintenant que les élections sont chose du passé, nous assistons à un resserrement à outrance du crédit.

Cela dit, monsieur le président, je répète que le public canadien a été la victime d'une fraude politique gigantesque et, que le gouvernement m'en veuille ou non, je répète qu'il a fait preuve d'une fourberie effroyable et d'un manque total d'intégrité.

L'hon. M. Churchill: C'est absolument faux!

L'hon. M. Chevrier: Preuve en est...

Des voix: Cinq heures!

M. le président: A l'ordre! Étant donné qu'il est cinq heures, je dois quitter le fauteuil pour permettre à la Chambre de passer à